

RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions -
TPSGC

11 Laurier St. / 11, rue Laurier

Place du Portage, Phase III

Core 0A1 / Noyau 0A1

Gatineau

Québec

K1A 0S5

**Revision to a Request for Supply
Arrangement - Révision à une demande
pour un arrangement en matière
d'approvisionnement**

The referenced document is hereby revised; unless
otherwise indicated, all other terms and conditions of
the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf
indication contraire, les modalités de l'invitation
demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Electronic Information Technology Professional Srv
Div/Div des srv professionnels en technologie de
l'information électronique

11 Laurier St. / 11 rue Laurier

Portage III 0A1 - 1

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Title - Sujet TBIPS		
Solicitation No. - N° de l'invitation EN578-055605/E		Date 2013-03-04
Client Reference No. - N° de référence du client EN578-055605		Amendment No. - N° modif. 010
File No. - N° de dossier 003ei.EN578-055605	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME	
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$EI-003-25338		
Date of Original Request for Supply Arrangement Date de demande pour un arrangement en matière d'app. originale		2013-01-18
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2013-03-25		Time Zone Fuseau horaire Eastern Standard Time EST
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Benoit(003ei), Real		Buyer Id - Id de l'acheteur 003ei
Telephone No. - N° de téléphone (819) 934-4667 ()	FAX No. - N° de FAX (819) 956-7827	
Delivery Required - Livraison exigée		
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:		
Security - Sécurité This revision does not change the security requirements of the solicitation. Cette révision ne change pas les besoins en matière de sécurité de l'invitation.		

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Acknowledgement copy required Accusé de réception requis	Yes - Oui <input type="checkbox"/>	No - Non <input type="checkbox"/>
The Offeror hereby acknowledges this revision to its Offer. Le proposant constate, par la présente, cette révision à son offre.		
Signature	Date	
Name and title of person authorized to sign on behalf of offeror. (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du proposant. (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)		
For the Minister - Pour le Ministre		

Modification n° 10 à la demande de soumissions

La présente modification à la demande de soumissions concerne ce qui suit :

A : Modifications n° 11 et n° 12

B : Questions et réponses

A : Modification n°11

Dans la table des matières :

Supprimer :

ÉLÉMENT I: DEMANDE DE SOUMISSIONS

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Introduction
2. Sommaire
3. Exigences relatives à la sécurité
4. Avis de communication
5. Termes clés

Insérer :

ÉLÉMENT I: DEMANDE DE SOUMISSIONS

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Introduction
2. Sommaire
3. Exigences relatives à la sécurité
4. Comptes rendus
5. Termes clés

Solicitation No. - N° de l'invitation

EN578-055605/E

Client Ref. No. - N° de réf. du client

EN578-055605

Amd. No. - N° de la modif.

010

File No. - N° du dossier

003eiEN578-055605

Buyer ID - Id de l'acheteur

003ei

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

A: Modification # 12

Supprimer:

Sous la modification #9, Réponse 123:

Votre observation est juste. L'énoncé dans le Module de collecte des données est incorrect (selon la version antérieure du texte) et a été corrigé le 28 mars, 2013.

Même si une liste de noms de directeurs sera requise (mise à jour), cette information n'est pas requise avec la soumission.

Insérer:

Sous la modification #9, Réponse 123:

Votre observation est juste. L'énoncé dans le Module de collecte des données est incorrect (selon la version antérieure du texte) et a été corrigé le 01 mars, 2013.

Même si une liste de noms de directeurs sera requise (mise à jour), cette information n'est pas requise avec la soumission.

B : Questions et réponses**Q 135**

1. **Après une étude détaillée de la demande de soumissions EN578-055605/E (version anglaise), on a constaté qu'une section de cette demande peut avoir été omise, ou que la table des matières est erronée.**
2. **Il faut prendre note que les renvois aux pages se fondent sur le numéro de page du fichier PDF d'Adobe.**
3. **Dans la table des matières, à la page 3 sur 108, Élément I, Partie 1 – Renseignements généraux, la section 4 est intitulée Avis de communication.**
4. **Lorsqu'on se rend à la page 9 sur 108 indiquée dans la table des matières, la section 4 s'intitule Comptes rendus. Il n'y a aucune section intitulée Avis de communication.**
5. **Question : Le Canada a-t-il l'intention de supprimer la section de la demande de soumissions intitulée Avis de communication? Y a-t-il des instructions, des exigences ou des directives particulières concernant cette demande de soumissions qui ont été omises?**
6. **Nous apprécions grandement l'attention que vous porterez à ce sujet. Nous sommes désolés de ne pas avoir attiré votre attention plus tôt sur cette question. Nous attendons la réponse de TPSGC pour satisfaire les exigences de cette section. Veuillez communiquer avec moi, par courriel, ou par téléphone cellulaire, au xxx-xxx-xxxx, si vous avez besoin davantage d'information.**

R 135 :

Veillez consulter la modification n° 11 de cette modification à la demande de soumissions.

Q 136 :

- 1) **L'exigence O.4 - Valeur cumulative totale facturée, exige une description des services offerts. Est-ce possible de déterminer tout simplement un type de ressource (p. ex. une catégorie de ressource qui ne va pas obligatoirement de pair avec les catégories de SPICT (en convenant qu'il doit être pour les SPI))? Si ce n'est pas acceptable, pouvez-vous décrire exactement les exigences de cette description?**
- 2) **Exigence O.5 - En ce qui a trait à une référence pour un projet, la ressource doit-elle avoir travaillé pendant une période minimale?**

R 136 :

1) Non. La description des services offerts doit expliquer en quoi ce projet en est un de GI/TI ou le lien entre les tâches réalisées et les services professionnels en informatique.

2) Non.

Q 137 :

Voici ma question :

Objet : Mod. 005, A39, 2b

Lorsque le chiffre d'affaires d'une filiale en propriété exclusive fait partie de la VCTF :

a) Veuillez confirmer que la limite de 50 % de la valeur facturée par une filiale s'applique à la VCTF, pas aux projets/contrats individuels servant à montrer la VCTF.

b) Pour préciser le point (a), veuillez confirmer que les projets/contrats facturés/réalisés en totalité par une filiale sont permis, aussi longtemps que la VCTF pour tous les projets ne dépasse pas 50 %.

c) Si la réponse aux points (a) et (b) est oui, est-il acceptable de fournir une déclaration, dans un paragraphe d'introduction précédant le tableau, qui confirme que le montant total de la filiale ne dépasse pas 50 % de la VCTF, tout en inscrivant le nom de la filiale dans la colonne droite pour les contrats/projets dont la valeur facturée est celle de la filiale?

R 137 :

a) Exact.

b) Exact.

c) Oui.

Q 138 :

Pouvez-vous indiquer si on peut laisser tomber une de nos « catégories non justifiées » des Services d'application du volet 1 (A) des SPICT pour la remplacer par une autre catégorie non justifiée du même volet?

R 138 :

Non, voir l'exigence O.5, 7 iii) de l'annexe B ou C.

Q 139 :

Au point 4.2 de la page 20 intitulé Viabilité financière, on peut lire ce qui suit : « Si le soumissionnaire est une coentreprise, les renseignements financiers exigés par l'autorité de l'offre et/ou de l'arrangement doivent être fournis par chaque membre de la coentreprise ».

Cependant, l'exigence O.1 1.3 - Attestation financière, des annexes B et C, indique ce qui suit : « Si le soumissionnaire est une coentreprise, l'attestation financière doit être fournie par au moins un membre de celle-ci ».

Quelle est la réponse valide?

R 139 :

L'exigence O.1 – Attestation financière – est un critère obligatoire qu'il faut respecter avant la date de clôture de la demande de soumissions.

La section 4.2 sur la viabilité financière n'est requise qu'à la demande du responsable de l'OC/AMA.

Q 140 :

Objet : Partie 2 – Instructions à l'intention des soumissionnaires, 1.3 Participation aux soumissions

1) Si nous sommes titulaires d'une OC ou d'un AMA du palier 1 et sommes admissibles en vertu du PMEA ou d'autres programmes, devons-nous présenter deux soumissions?

2) Respecterions-nous quand même les exigences du point 1.3 Participation aux soumissions, si nous faisons ce qui suit :

(a) Nous voulons présenter des soumissions pour deux volets additionnels, en plus de revoir nos tarifs pour les volets auxquels nous sommes actuellement admissibles. Pour un des volets additionnels, nous pouvons présenter notre propre soumission et nous mettrons à jour notre soumission à titre de titulaire d'une OC ou d'un AMA en vertu des SPICT dans le cadre du PMEA ou d'autres programmes.

(b) Pour le deuxième volet additionnel, nous souhaitons présenter une soumission à titre de coentreprise avec une autre firme.

R 140 :

1) Non.

2) (a) Oui. À titre de titulaire existant en vertu des SPICT, vous pouvez présenter des soumissions pour des volets additionnels.

(b) La coentreprise serait considérée comme une personne morale distincte. La coentreprise devra présenter une soumission à titre de nouveau soumissionnaire. L'attestation des droits acquis ne s'appliquerait pas.

Q 141 :

Nous sommes une filiale canadienne d'une entreprise américaine. Nous collaborons avec la société mère pour offrir des services au Canada. Nous souhaitons ajouter des références à des projets de notre entreprise canadienne et d'autres entreprises mondiales dans notre proposition. Nous avons été admissibles au dernier contrat de SPICT dans le cadre duquel on nous a permis d'utiliser des références américaines. Veuillez indiquer si nous pouvons utiliser les mêmes références américaines ou d'autres références américaines dans le cadre de cette demande.

R 141 :

Les références sont acceptables, aussi longtemps que les travaux mentionnés sont fournis par le soumissionnaire ou la filiale. Une filiale ne peut pas utiliser les références de sa société mère.

Q 142 :

1.

(a) Pour déterminer le respect par les fournisseurs de l'exigence O.4 - Valeur cumulative totale facturée (VCTF) pour l'OC et l'AMA, ne serait-il pas plus rentable, pour la Couronne et les soumissionnaires éventuels, d'exiger des soumissionnaires qu'ils présentent uniquement les attestations financières requises accompagnées des états financiers des 3 dernières années, afin d'établir clairement que ces soumissionnaires respectent les valeurs VCTF minimales qui, si je me souviens bien, ont servi dans le passé à vérifier le respect de ces critères.

(b) Si ce n'est pas le cas, pouvez-vous expliquer pourquoi il est nécessaire, dans le cadre du processus, que les fournisseurs présentent les détails de chaque contrat en format imprimé et en format électronique, alors qu'une simple attestation peut permettre d'établir que les revenus apparaissant sur l'état des résultats étaient pour des services professionnels.

2. Le tableau à présenter à la section O.4 1.a) pour montrer le respect de l'exigence relative à la VCTF, à savoir que les montants apparaissant dans des états financiers ou des attestations sont pour des services professionnels en informatique seulement, exige une description des services offerts dans une des colonnes. Conformément à la Politique d'achats écologiques du gouvernement du Canada, serait-il acceptable de n'indiquer que les catégories de SPICT, de SPTS, de SAT ou de ressources fonctionnelles équivalentes fournies dans ces contrats afin de satisfaire cette exigence et de réduire la paperasserie requise pour prouver la conformité?

R 142 :

1. (a) Non.

1. (b) Les détails de projet ont toujours été exigés en format imprimé pour satisfaire l'exigence O.4, telle qu'elle apparaît dans les annexes B ou C. La composante Collecte de données n'est pas en mesure de saisir les détails nécessaires pour satisfaire l'exigence O.4.
2. Non. Une description est requise, comme on peut le voir à la R 136 1) de cette modification à la demande de soumissions.

Q 143 :

1. Les fournisseurs de la CCD qui disposent d'une OC SPICT et/ou d'un AMA actuels en règle peuvent se rendre à la section des attestations et sélectionner Attestation de droits acquis, puis fournir un exemplaire de la Pièce jointe E, de la DP, remplie et l'envoyer accompagnée de leur copie papier à TPSGC.

Dans la CCD, de quelle manière ces fournisseurs doivent-ils répondre sous les Critères obligatoires concernant l'attestation financière, le nombre de mois en affaires, les exigences en matière d'assurance et d'autres aspects où l'Attestation de droits acquis est en vigueur? Pour chacune de ces sections, l'unique option consiste à cocher la case « Je suis d'accord avec l'énoncé ci-dessus ». Le problème est le suivant, si une case est cochée, alors TPSGC s'attend à ce que des renseignements actualisés lui soient fournis. D'autre part, si un élément n'est pas vérifié pour cet aspect, il est possible qu'on soit jugé non conforme en raison d'une soumission incomplète.

2. O.5 – Identification des catégories

En tant que fournisseur existant souhaitant fournir des catégories supplémentaires ou en tant que nouveau fournisseur tentant de satisfaire cette exigence, les pages 17 à 18 de la soumission indiquent que ce renseignement concernant ce critère doit être saisi dans la CCD. Dans l'OC et l'AMA, les critères d'évaluation technique O.5, point 5, traitent de l'envoi d'un courriel à des clients pour la réalisation d'une vérification d'un fournisseur offrant ces services. Il n'existe aucun emplacement dans la CCD pour qu'un fournisseur donne des renseignements pour valider une catégorie nouvellement offerte. Il semblerait que sous Critères obligatoires, Information sur les volets, les fournisseurs soient en mesure de « Voir les catégories » par volet et de sélectionner « Récemment validée; Récemment non validée; Actuellement validée; Actuellement non validée; ou Non offerte ». Peu importe lequel de ces champs est sélectionné, aucune zone supplémentaire n'est offerte pour que les fournisseurs valident leur affirmation. La couronne exige au minimum un contact et une adresse courriel afin d'envoyer ses courriels de confirmation.

- (a) **La Couronne pourrait-elle confirmer l'endroit où fournir ce renseignement dans la CCD?**
- (b) **Sinon, la Couronne prévoit-elle que cette validation soit comprise dans une réponse sous forme de copie papier?**
- (c) **Le cas échéant, quelle quantité d'information, et sous quel format, la Couronne souhaite-t-elle que les renseignements de validation lui soient fournis?**

R 143 :

1. Les titulaires actuels de SPICT doivent envoyer la copie papier signée de l'Attestation de droits acquis provenant de la Pièce jointe E avec leur soumission. Veuillez vous reporter à la Modification de la demande de soumissions 007, Clarification 10. Dans la CCD, vous pouvez sélectionner « Je suis d'accord » pour les critères obligatoires ou laisser ces sections vides si l'Attestation de droits acquis s'applique.

2.(a) Les Étapes simples pour les fournisseurs de la composante de collecte de données offrent des instructions détaillées; vous les trouverez sous le lien suivant : Faites défiler la page jusqu'à la section intitulée « Critères obligatoires ». Information sur les volets », puis « Catégorie de gamme de services » : <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/spc-cps/espfccd-sesdcc-fra.html>

2.(b) Non

2.(c) Les soumissionnaires doivent saisir tous les renseignements de validation dans la CCD. Veuillez vous reporter à la R 143, 2 (a) et (b) ci-dessus.

Q 144 :

a) **De quelle manière un fournisseur de SPICT existant peut-il faire une demande pour obtenir des catégories/volets/paliers supplémentaires? (l'information n'est pas claire) Les pièces jointes B et C sont continuellement mentionnées. Où puis-je les trouver?**

b) **Quelles sont les exigences obligatoires pour accéder au palier 2 ou aux nouveaux volets 6 et 7 (catégories STIE et AMAC)? Merci de bien vouloir nous l'indiquer.**

c) **Où puis-je trouver les pièces jointes A à H?**

d) **De quelle manière un fournisseur peut-il satisfaire les exigences du palier 2 et du volet 6 ou 7?**

e) **Vous serait-il possible de nous offrir une prolongation jusqu'au 25 mars, ce qui nous donnerait une fin de semaine supplémentaire pour nous préparer? La relâche du mois de mars a lieu du 11 au 15 mars, par conséquent les gens ont prévu leurs vacances bien à l'avance. Nous apprécierions votre considération concernant cette question.**

R 144 :

a) Le document de demande de soumissions téléchargé est assemblé dans l'ordre suivant : Les Éléments I, II, III, suivis des annexes A à F, et finalement les pièces jointes A à H. Pour trouver les pièces jointes B et C, regardez vers la fin du document de demande de soumissions téléchargé.

b) Les détails fournis dans les pièces jointes B et C décrivent les exigences pour le palier 2, et les volets 6 et 7.

c) Reportez-vous à la R 144 a) ci-dessus.

- d) Veuillez vous reporter à la Modification de la demande de soumissions n° 3, A5.
e) Veuillez vous reporter à la Modification n°09 de la Modification à la demande de soumissions #9.

Q 145 :

Sous O.5 – Identification des catégories, il est indiqué que le critère de base pour l'attribution de catégories non validées correspond à 50 % du nombre de catégories justifiées. Nous avons toutefois remarqué que pour toutes les itérations passées de SPICT, la Couronne a établi un précédent en arrondissant par excès lorsque le nombre de ressources justifiées était un nombre impair. C'est-à-dire, que cinq catégories justifiées produiront 3 catégories non justifiées supplémentaires. Pouvons-nous supposer que dans un souci d'équité envers les entreprises qui ne disposent pas de l'avantage de droits acquis, la même méthode sera appliquée?

R 145 :

Les deux mises à jour des SPICT précédentes arrondissaient vers le bas par défaut. La Stratégie nationale d'approvisionnement en matière de services professionnels a également établi la méthodologie d'arrondissement vers le bas par défaut comme pratique standard.

Q 146 :

Dans la plus récente modification à la présente demande de soumissions, la date limite de soumission a été prolongée jusqu'au 15 mars 2013. Bien que nous sommes certains que cette prolongation est prise en compte et appréciée par certains, il faut remarquer que l'avantage est négligeable étant donné que le 15 mars correspond à la fin de la relâche scolaire pour les écoles de l'Ontario. Par conséquent, beaucoup de familles seront en vacances et de nombreux fournisseurs poursuivront leurs opérations avec un personnel réduit pendant cette période. De même, il est possible que les équipes de gestion ou les signataires autorisés ne soient pas disponibles pour finaliser et signer des soumissions. Il existe une nette possibilité que les modifications définitives (Q et R) entraînent la nécessité de révisions de dernière minute avant la signature. En conséquence, nous demandons à ce que la date limite de soumission soit reportée d'une semaine supplémentaire.

R 146 :

Veuillez vous reporter à la Modification n° 009 de la Modification de la demande de soumissions #9.

Q 147 :

Pour Q et R 87 (2.) il existe une partie de la question qui n'a pas été répondue : « ... De même, pour les projets qui ne sont pas terminés, devons-nous inscrire « En cours » dans la date de fin...? »

Pourriez-vous également répondre à cette partie de la question?

R 147 :

Les dates de début et de fin des projets ne sont pas pertinentes. Les dates de début et de fin pour satisfaire O.4 se rapportent à des factures. Par conséquent, « En cours » ne constitue pas une option valide.

Q 148 :

1. La question 79 de la modification 7 comporte un tableau garni en guise d'exemple pour démontrer la conformité à l'exigence O.4. Dans la colonne « Description des services fournis », l'exemple contenait :

- A. Une description du contrat/projet et des objectifs/de l'énoncé des travaux
- B. Une liste des catégories de personnel prises en charge/requises pour un contrat/projet
- C. Une liste des catégories de personnel pour lesquelles le fournisseur a mis en place des ressources, y compris un décompte pour chacune. Exemple : Afin d'appuyer le client, nous avons mis en place 14 programmeurs-analystes, 3 testeurs et 23 analystes de systèmes pendant la durée de ce contrat.

Question : Cet exemple suppose que les services professionnels en informatique ont été fournis au moyen des SPICT et disposent de « Catégories de personnel » connexes (B et C, ci-dessous). Pour les projets de services professionnels en informatique qui n'ont pas été approvisionnés en vertu de SPICT et qui ne disposent donc pas de « Catégories de personnel », l'autorité contractante peut-elle confirmer que B et C constituent des renseignements optionnels en ce qui concerne le projet, et que la prestation de A sera suffisante pour satisfaire l'exigence O.4?

2 Afin de se qualifier pour le palier 2 des SPICT, l'exigence O.3 exige que le soumissionnaire « détienne une couverture minimale de 2 M\$ en matière d'assurance commerciale de responsabilité civile à la date de présentation de la soumission ». Notre fournisseur d'assurances a émis un certificat d'assurance responsabilité civile générale d'une valeur de 1 M\$ par accident/événement et un plafond annuel de garantie de 10 M\$, avec un supplément de risques successifs (qui peut être appliqué aux accidents/événements individuels et au plafond annuel de garantie) de 1 M\$, ce qui donne une protection de responsabilité civile générale de 2 M\$ par accident/événement et un total garanti de 11 M\$.

Question : L'autorité contractante peut-elle confirmer que cette configuration est conforme à l'exigence minimale en matière d'assurance responsabilité civile générale pour l'exigence O.3?

R 148 :

- 1. Oui. La description des services rendus doit expliquer en quoi il s'agit d'un projet de GI/TI ou en quoi les tâches effectuées concernaient les services professionnels en informatique.

2. Oui

Q 149 :

Pourriez-vous clarifier si les Attestations (identifiées à la Partie 3, Section III, page 16) qui doivent être imprimées et comprises dans notre réponse doivent faire partie de la soumission technique imprimée ou si elles doivent être présentées séparément?

R 149 :

Tout matériel devant être imprimé doit être envoyé sous forme de copie papier avec la soumission avant la date de clôture.

Q 150 :

Nous sommes actuellement titulaires de notre propre AMACP, nous soumettrons nos propres SPICT (droits acquis) et ajouterons un volet 6. Nous sommes également à constituer une nouvelle coentreprise, pouvez-vous confirmer que notre clause de droits acquis est également applicable à la nouvelle coentreprise.

R 150 :

Non. La nouvelle coentreprise sera considérée comme un nouveau soumissionnaire. L'attestation de droits acquis ne s'applique qu'au titulaire de SPICT.

Q 151 :

Dans la section O.5. – Identification des catégories, 6. iii :

« Si la référence ne répond pas avant la date butoir indiquée dans le courriel d'origine : Un deuxième courriel sera envoyé à la référence lui demandant de répondre aux questions. Si la référence ne répond pas à la deuxième demande avant la date butoir indiquée dans le courriel, l'équipe d'évaluation fera un suivi de la question en appelant la référence par téléphone. Si la référence ne répond pas avant la date et l'heure établies par l'équipe d'évaluation, cette catégorie ne sera pas comprise dans l'offre du soumissionnaire. »

Au moment actuel, une mise à jour des SPICT est due pour le 4 mars 2013. La semaine du 4 mars 2013 correspond à la relâche de mars au Québec et la semaine suivante, le 11 mars 2013 correspond à la relâche de mars en Ontario. Beaucoup de clients prennent des vacances durant cette période afin de les faire coïncider avec celles de leurs enfants.

Puisque le processus ne permet pas une reprise de la participation avec le soumissionnaire suite à une « absence de réponse » de la part de la référence, nous demandons par conséquent que TPSGC confirme qu'aucune vérification de référence ne sera réalisée entre le 4 et le 18 mars inclusivement.

R 151 :

Confirmé.